REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail

MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT



CHANGEMENT DE L'ANNEE DE BASE DES COMPTES NATIONAUX ANNUELS ET PASSAGE A LA NORME METHODOLOGIQUE DU SYSTÈME DE COMPTABILITE NATIONALE (SCN) 2008

NOTE SYNTHETIQUE SUR LES CHANGEMENTS ET L'IMPACT SUR LES PRINCIPAUX AGREGATS



SOMMAIRE

Somn	naire	i
Liste	des illustrations	ii
Sigles	s et abréviations	iii
l.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	4
II.	ETENDUE DES CHANGEMENTS INTRODUITS	5
2.1.	Nomenclatures d'activités et de produits pour la comptabilité nationale plus adaptées à la structure de l'économie	5
2.2.	Meilleure couverture des sources de données	5
2.2.1.	Prise en compte de nouvelles sources de données	6
2.2.2.	Enquêtes spécifiques	6
2.3.	Nouvelles méthodes de calculs et d'estimations	7
2.3.1.	Méthode de calcul du SIFIM	7
2.3.2.	Méthode de calcul de la production de l'Assurance dommage	7
2.3.3.	Autres changements méthodologiques	8
3.4.	Autres recommandations du passage au SCN 2008	8
III.	IMPACT DES CHANGEMENTS INTRODUITS SUR LES PRINCIPAUX AGRÉGATS POUR L'ANNÉE 2015	8
3.1.	Réévaluation du PIB	8
3.1.	Analyse sectorielle de la valeur ajoutée	9
3.2.	Informalité dans l'activité économique	10
3.3.	Variation du PIB et de ses composantes selon l'optique dépenses	12
3.4.	Valeurs ajoutées par secteur institutionnel	13
3.5.	Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	14
IV.	EVOLUTION DES AGRÉGATS ENTRE 2015 ET 2018	14
4.1.	Croissance économique et profil du PIB	14
4.1.1.	Croissance économique sectorielle	15
4.1.2.	Poids des secteurs et contribution sectorielle à la croissance du PIB réel	16
4.1.3.	Profil du PIB	18
4.2.	Autres agrégats macroéconomiques	20
4.2.1.	Solde budgétaire	20
4.2.2.	Taux de pression fiscale	21
4.2.3.	Taux d'endettement	21
4.3.	Synthèse des différents ratios	22
V	CONCLUSION	22



Liste des figures	
Figure 1 : Hausse du PIB nominal après le changement de l'année de base pour quelques pays africains	9
Figure 2 : Structure du PIB selon l'optique dépense	12
Figure 3 : Evolution comparée du PIB (en millions de F CFA) entre 2015 et 2018 selon les bases 1996 et 2015	14
Figure 4 : Taux de croissance réelle entre 2015 et 2018 selon les bases 1996 et 2015	15
Figure 5 : Taux de croissance du PIB réel	16
Figure 6: Poids (%) des secteurs dans le PIB en volume	17
Figure 7 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB	17
Figure 8 : Structure de la demande 2015-2018	18
Figure 9 : Contribution en points de % des composantes de la demande à la croissance du PIB en volume	19
Figure 10 : Solde budgétaire (% PIB)	20
Figure 11 : Pression fiscale (% PIB)	21
Figure 12 : Taux d'endettement (% PIB)	21

Liste des tableaux	
Tableau 1 : Comparaison du PIB (en millions de F CFA) de 2015 par secteurs d'activité entre les deux bases	10
Tableau 2 : Poids de l'informel par branche d'activité	11
Tableau 3 : Réévaluation des agrégats de l'optique dépense (année 2015, en millions de F CFA)	12
Tableau 4 : Valeurs ajoutées de l'année 2015 en millions de F CFA par secteur institutionnel	13
Tableau 5 : Revenus distribués en 2015 en Millions de F CFA	14
Tableau 6 : Principaux ratios	22



AFRISTAT Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

AGEPE Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi

APU Administrations Publiques

BCEAO

Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

CIAP

Classification Ivoirienne des Activités et des Produits

CIRAD Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CNA Comptes Nationaux Annuels

EDPS Estimation de la Drogue et des Produits Stupéfiants

ENSESI Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Secteur Informel
ENSETE Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Travail des Enfants

ENF Entreprise Non Financière

ENV Enquête sur le Niveau de Vie des ménages en Côte d'Ivoire
ERI-ESI Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel

FBCF Formation Brute de Capital Fixe
FMI Fonds Monétaire International
ISBL Institutions Sans But Lucratif
MBDP Manuel de Balance de Paiement

NAEMA Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT

NOPEMA Nomenclature de Produits des Etats Membres d'AFRISTAT

PEG Position Extérieure Globale

PIB Produit Intérieur Brut
PS Professionnels du Sexe

REEA Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles
RGPH Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SCN Système de Comptabilité Nationale

SIFIM Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré

SYSCOHADA Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires

UE Union Européenne

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les comptes nationaux constituent une des composantes essentielles du système national d'information statistique. En effet, ils fournissent une description synthétique, la plus fidèle possible, de la réalité économique selon un schéma cohérent et intégré. Ils permettent de disposer d'indicateurs d'évolution en valeur et en volume pour évaluer les performances de l'économie nationale dans le temps.

La production des comptes nationaux se fait en référence à une norme mondialement reconnue. Il s'agit du Système de Comptabilité Nationale (SCN), adopté par la Commission Statistique des Nations Unies, qui fixe les concepts et définitions, les nomenclatures, la valorisation ainsi que les comptes à compiler. Ainsi, les comptes nationaux sont établis, avec une année de base, qui constitue en général l'année de référence de la structure de l'économie; notamment les coefficients techniques. Cependant, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'année de base, la qualité des comptes se dégrade. Cette dégradation est due à (i) une variation dans les coefficients techniques, (ii) une évolution des prix de référence et (iii) un changement dans le tissu économique. Il devient, ainsi, impératif de la renouveler pour appréhender, avec plus de précision, les changements qui affectent les structures de l'économie : on parle alors de rebasage des comptes ou de changement de l'année de base des comptes.

Il faut rappeler que le passage à une nouvelle année de base des comptes nationaux est une opportunité idoine pour introduire de nombreuses améliorations dans la mesure de l'activité économique (économie dissimulée, action sociale, échanges extérieurs) ou de corriger des erreurs d'estimations et de mesures repérées au cours de la base précédente. Une base des comptes est définie comme étant une période de calcul des comptes nationaux pendant laquelle on ne change aucun des cinq éléments suivants : concepts, sources statistiques, nomenclatures d'activités et de produits, méthodes de traitement, année de référence des prix constants.

De plus, l'évolution des références internationales, entre autres, l'adoption du SCN 2008, la révision du Manuel de balance de paiement (MBDP) et de la Position Extérieure Globale PEG 6 en 2008, le Manuel sur les Statistiques des Finances Publiques en 2014 ou encore l'adoption de nouvelles nomenclatures d'activités et de produits (CITI rév4, CPC rév.2), change fondamentalement certains concepts, les méthodes de calcul et souvent le domaine de couverture. Une modification de l'année de base est nécessaire pour se conformer aux nouveaux standards.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Côte d'Ivoire a initié le processus de changement de l'année de base de ses comptes nationaux combiné au passage à la nouvelle norme : la SCN 2008. A cet égard, le document de projet élaboré en 2016 a été approuvé par le Gouvernement lors d'un Conseil des Ministres tenu le 25 janvier 2017.

Le projet consiste à produire dorénavant les Comptes Nationaux Annuels (CNA) à partir d'une nouvelle année de base (2015) en remplacement de l'actuelle année de base 1996 devenue assez lointaine.¹ Dans ce cadre, il est prévu de produire les comptes nationaux pour la nouvelle année de base (2015), les comptes nationaux de 2016 et de 2017, les comptes nationaux provisoires de 2018 et la rétropolation des comptes avant 2015 afin de doter la Côte d'Ivoire d'une nouvelle série de CNA en utilisant le nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008 des Nations Unies en remplacement du SCN 1993.

¹ Il convient de rappeler que la Commission Statistique des Nations Unies préconise un changement régulier (chaque 5 ans) de l'année de base pour mieux tenir compte des évolutions dans la structure des économies.

Le processus de changement de l'année de base des comptes nationaux et du passage au SCN 2008 est financé par l'Etat de Côte d'Ivoire et a bénéficié d'un appui financier de l'UEMOA à travers le Programme Statistique Régional (PSR). Il bénéficie de l'assistance technique d'AFRITAC de l'OUEST, d'AFRISTAT, de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et de la Banque Mondiale.

II. ETENDUE DES CHANGEMENTS INTRODUITS

La présente section fait un état des lieux sur les changements introduits dans l'élaboration des comptes de la nation, notamment sur (i) la nomenclature des activités et des produits ; (ii) les nouvelles sources de données ; ainsi que (iii) les modes de comptabilisation.

2.1. Nomenclatures d'activités et de produits pour la comptabilité nationale plus adaptées à la structure de l'économie

La Côte d'Ivoire, soucieuse de l'harmonisation des outils de collecte de l'information, a élaboré la Classification Ivoirienne des Activités et des Produits (CIAP) qui s'adapte aux réalités nationales tout en respectant les normes internationales.

Cette classification a été conçue à partir des nouvelles nomenclatures révisées NAEMA révision 1 et NOPEMA révision 1 d'AFRISTAT. Elle est le résultat d'un processus de travail en ateliers qui s'est étendu sur deux années avec la participation aussi bien des experts de l'INS que des utilisateurs nationaux des nomenclatures des activités et des produits assistés par les experts d'AFRISTAT.

Pour être conforme aux normes internationales (en particulier le SCN 2008) et pour être plus exhaustif dans la couverture de l'économie, la nomenclature des comptes nationaux découlant de la CIAP a également été révisée. Ainsi, la nomenclature des activités est passée de 44 branches, 111 sous-branches et 273 produits pour la série précédente des comptes (base 1996 et SCN 1993) à 48 branches, 135 sous-branches et 337 produits pour la nouvelle série (base 2015 et SCN 2008).

La nomenclature des secteurs institutionnels comprend l'économie nationale et le reste du monde. L'économie nationale est subdivisée en 5 secteurs institutionnels (les sociétés non financières, les sociétés financières, l'Administration Publique, les ménages et les Institutions Sans But Lucratif – ISBL –). Le secteur institutionnel des ISBL contient quatre sous-secteurs que sont les ISBL au service des APU, des sociétés non financières, des sociétés financières et des ménages.

2.2. Meilleure couverture des sources de données

Pour faire face à la demande d'informations nécessaires à la couverture de l'économie et à la mise en œuvre du SCN 2008, vingt-huit (28) nouvelles sources supplémentaires ont été mobilisées passant de seize (16) sources pour la série des comptes nationaux base 1996 sous le SCN 1993 à quarante-quatre (44) pour la nouvelle série base 2015 sous SCN 2008 (confère Annexe 2). Ces sources sont constituées de données administratives et de données provenant sept (07) enquêtes et d'études spécifiques de la comptabilité nationale réalisées pour l'occasion (voir fiches techniques en annexe). Par ailleurs, les seize précédentes sources ont été enrichies.

2.2.1. Prise en compte de nouvelles sources de données

Les résultats des derniers recensements (RGPH de 2014, REEA de 2015) et des enquêtes récentes (ENV 2015, ERI-ESI 2017, ENSESI 2016, ENSETE 2013) ont été intégrés dans les travaux de la nouvelle année de base. Les données sur l'emploi par branche d'activité de la nouvelle année de base ont été améliorées à partir des résultats du RGPH 2014, de l'enquête emploi de l'AGEPE 2013 et de l'ENSESI 2016. Par ailleurs, les données sur l'habitat du RGPH ont permis de réviser la production des loyers, et plus spécialement celle des loyers imputés. Les résultats du recensement agricole (REEA 2015/2016) ont participé à l'amélioration du traitement de l'agriculture et de l'élevage. L'ENV 2015 a permis d'évaluer les dépenses de consommation finale des ménages par produit pour l'année 2015. Les travaux sur le secteur informel pour l'année de base ont bénéficié des résultats de l'ENSESI 2016.

2.2.2. Enquêtes spécifiques

Certaines statistiques nécessaires pour la production des comptes nationaux ou le changement de l'année de base des comptes ne sont pas systématiquement produites par l'INS ou le système statistique national. Cette situation a motivé la réalisation d'enquêtes ou études spécifiques. Elles concernent en majorité le secteur informel (voir fiches techniques en annexes). L'objectif principal de ces enquêtes est de recueillir des informations détaillées à même de permettre une meilleure connaissance de la structure d'un secteur d'activité relevant du champ étudié et de servir, entre autres, aux travaux de mise en place du nouveau système de comptabilité nationale et du changement de l'année de base des comptes nationaux. Les enquêtes réalisées pour le changement de l'année de base des comptes de la nation en Côte d'Ivoire sont les suivantes :

- ➤ Enquête portant sur les marges de commerce et de transport : Réalisée de Juillet 2017 à Août 2017, cette enquête avait pour objet d'estimer les taux de marge pratiqués sur les produits à un niveau désagrégé de la nomenclature des comptes nationaux, mais aussi de connaître la structuration des prix. L'introduction des nouveaux taux de marges de commerce et de transport a rehaussé de 237% le niveau de la valeur ajoutée de l'activité commerciale qui passe de 2 093,2 milliards de F CFA à 7 049,2 milliards de F CFA.
- ► Enquête sur le transport informel : Cette enquête a porté sur le transport routier, le transport fluvial et lagunaire de personnes et de biens. Elle a permis de capter les produits et les charges de ce secteur dominé par l'informel afin de dégager les comptes de production et d'exploitation du secteur informel des transports. La prise en compte des résultats de cette enquête a permis également la réévaluation de la valeur ajoutée de l'activité des transports. Cette valeur ajoutée est passée de 512,97 milliards de F CFA à 2 489,1 milliards de F CFA, soit une hausse de 385%.
- ➤ Enquête auprès des professionnels du sexe : Dans l'ancienne série des comptes (base 1996 selon le SCN 1993), l'activité des professionnels du sexe (PS) n'était pas prise en compte par manque d'information. L'enquête auprès des professionnels du sexe a permis d'incorporer ladite activité dans les nouveaux comptes. L'objectif de cette enquête était de capter les recettes et dépenses liées à l'activité des professionnels du sexe afin de dégager les comptes de branche et la consommation finale des ménages. La consommation en service des professionnels du sexe en 2015 est estimée à 239,9 milliards de F CFA.
- **Enquête sur les téléboutiques :** Le secteur des téléboutiques inclut les gérants de cabines téléphoniques et les distributeurs de recharge en gros (E-recharge et Carte de rechargement),

les gérants de points de transfert d'argent et fournisseurs, les gérants de salles de point d'internet (Cyber-Café). L'objectif de l'enquête sur les téléboutiques est de cerner leurs comptes de production et d'exploitation ainsi que le nombre d'employés de l'ensemble des téléboutiques. Les estimations faites à partir de cette enquête ont permis de réviser à la hausse la valeur ajoutée des activités de téléboutique de 85% en passant de 92,7 milliards de F CFA à 171,3 milliards de F CFA.

- Enquête sur la structure de production dans le secteur informel : L'objectif de cette enquête est de connaitre la structure des comptes de branche des activités informelles. Elle a permis de déterminer de nouvelles structures de production (coefficients techniques), de nouveaux comptes d'exploitation (productivité, taux de salaire, taux d'impôts sur la production, taux de marge brute), la répartition des employés (patrons, salariés, apprentis, aides familiaux) et le financement de l'activité (autofinancement, dette, aide familiale).
- Enquête auprès des Institutions Sans But Lucratif (ISBL): L'enquête auprès des Institutions Sans But Lucratif (ISBL) a pour objectif de produire des informations permettant de déterminer la structure du compte de production et d'exploitation des ISBL en vue de leur intégration dans les comptes nationaux. Les informations sont collectées selon les domaines afin de couvrir toutes les différentes nomenclatures de secteurs institutionnels et de branches d'activité comme la santé et l'éducation. L'amélioration de la couverture des activités des ISBL a entrainé la hausse de la valeur ajoutée des activités associatives de 20%.
- **Etude sur la production et la consommation des stupéfiants :** L'objectif général de cette étude est d'estimer les statistiques portant sur la production, la consommation, la commercialisation et le trafic international des stupéfiants et des drogues. Les résultats de cette étude montrent que la consommation de la drogue se chiffre à 383,5 milliards de F CFA contre une importation de 158,3 milliards de F CFA.

2.3. Nouvelles méthodes de calculs et d'estimations

Le passage à la norme du SCN 2008 implique une révision méthodologique et un élargissement de la couverture pour certains agrégats. Cette sous-section présente les principales modifications dans les méthodologies induites par la mise en œuvre du SCN 2008.

2.3.1. Méthode de calcul du SIFIM

Une méthode de calcul du Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM) est recommandée par le SCN 2008 (voir Annexe 1). La prise en compte des recommandations sur le SIFIM a permis d'évaluer la consommation intermédiaire à 340,6 milliards de F CFA sous le SCN 2008 contre 444,3 milliards de F CFA dans l'ancien compte (SCN 1993).

2.3.2. Méthode de calcul de la production de l'Assurance dommage

La méthode de calcul de la production de l'assurance dommage tel que préconisée par le SCN 2008 (voir Annexe 1), pour pallier les insuffisances de la méthode décrite dans le SCN 1993, a rehaussé le niveau de la valeur ajoutée des activités des assurances. Pour rappel, l'assurance dommage est la forme d'assurance qui couvre les cas de destructions importantes d'actifs dues à des évènements exceptionnels comme les catastrophes naturelles.

2.3.3. Autres changements méthodologiques

La redéfinition de la méthode de calcul de la production de l'agence nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) comme une production non marchande a été faite.

Les autoconsommations des ménages en énergie (électricité, bois de chauffe, charbon) et en eau qui n'étaient pas estimées dans les comptes passés ont été évaluées à partir du recensement (RGPH 2014) et des enquêtes auprès des ménages (ENV 2015, ENSESI 2016...).

L'analyse de la chaîne de valeur du manioc en Côte d'Ivoire réalisée en 2017 par le Centre Ivoirien de la Recherche Agricole et Développement (CIRAD) et l'Université Félix Houphouët-Boigny a permis de tracer la filière du manioc dans les comptes.

2.3.4. Autres recommandations du passage au SCN 2008

Les recommandations du SCN 2008 se résument en quarante-quatre (44) points. Parmi ceux-ci, trente-deux (32) ont été mis en œuvre lors du changement de l'année au niveau de la Côte d'Ivoire. Les recommandations qui ne sont pas mises en œuvre concernent pour la plupart les opérations du compte de patrimoine non produit à ce jour ou des opérations qui ne sont développées dans l'économie ivoirienne (voir la matrice de mise en œuvre du SCN 2008 en annexe).

III. IMPACT DES CHANGEMENTS INTRODUITS SUR LES PRINCIPAUX AGRÉGATS POUR L'ANNÉE 2015

Les précédents changements introduits dans le calcul des comptes de la nation entraînent une hausse substantielle du PIB. Les impacts sont détaillés pour l'année 2015 suivant les optiques dépenses et production.

3.1. Réévaluation du PIB

Le PIB est réévalué à la hausse de 38,2%.

Avec le changement de l'année de base des comptes de la nation et le passage à la norme du SCN 2008, le PIB est passé de 19 595 milliards de F CFA avec la base de 1996 à 27 086 milliards de F CFA, soit une hausse de 38,2% (voir Figure 1) pour l'année 2015. Cette hausse est principalement attribuable à (i) l'amélioration de la couverture (introduction des substances illégales, de l'activité des professionnels du sexe...) à travers la diversification des sources de données et la réalisation d'enquêtes spécifiques, ainsi que (ii) la prise compte des changements méthodologiques induits par le passage à la norme du SCN 2008. L'ampleur de la progression du PIB diffère d'un pays à l'autre selon la fréquence de la mise à jour des sources, la durée écoulée depuis le dernier changement de l'année de base et le nombre de recommandations du nouveau SCN déjà prises en compte².

Une hausse plus forte que celle enregistrée dans les pays développés...

Pour l'Union Européenne (UE), une hausse moyenne de 3,67% du PIB nominal a été enregistrée après le changement d'année de référence et l'adoption du SCN 2008. L'Afrique du Sud, en passant de 2005 comme année de base à 2010 a enregistré une hausse de 2,8% de son PIB et le Maroc une hausse de 5,1% en passant de 1998 à 2007.

² UNSD, 31 Août-4 Sept 2015, Impact of 2008 SNA changes, Daejeon, Republic of Korea, http://www.unsiap.or.jp/e-learning/el_material/sna/1508_gdp_kor/Presentation/1_2_SNA%20Impact%20on%20GDP.pdf

... Mais qui reste dans la fourchette des pays Africains.

La Côte d'Ivoire dont le PIB nominal enregistre une hausse de 38,2% se situe entre le Kenya (+25,3% en passant au SCN 2008 avec 2009 comme année de base plutôt que 2001) et le Ghana (+63% en passant de 1993 à 2006 comme année de base). Plusieurs expériences de changement de l'année de base sont à noter dans la sous-région (voir Figure 1 ci-dessous). Au Nigéria par exemple, le PIB a enregistré une hausse de +60% en passant de 1990 à 2010 comme année de base. Il convient de noter que le Ghana a réalisé en 2018 un second changement de base, passant de 2006 à 2013 comme année de base. Ce changement a eu pour impact une hausse de 32,4% du PIB. Quant au Sénégal, le passage de 1999 à 2014 comme année de base a engendré une hausse du PIB de 29,4%.

Par ailleurs, il faut noter que la précédente année de base en Côte d'Ivoire est 1996, soit 19 ans entre les deux années de référence contre les 5 ans préconisées par la Commission Statistique des Nations Unies.

70 Nigéria (1990 à 2010) Ghana 60 (1993 à 2006) 50 Côte d'Ivoire Hausse du PIB (%) (1996 à 2015) Ghana 40 (2006 à 2013) Sénégal (1999 à 2014) 30 Kenya (2001 à 2009) 20 Maroc 10 Afrique du Sud (1998 à 2007) (2005 à 2010) 0 0 5 10 15 20 25 Ecart entre les années de base

Figure 1 : Hausse du PIB nominal après le changement de l'année de base pour quelques pays africains

Source: Banque Mondiale et Comptes de la nation 2015, INS

3.2. Analyse sectorielle de la valeur ajoutée

Le passage du SCN 1993 au SCN 2008, ainsi que le changement de l'année de base a quelque peu modifié la composition sectorielle de la valeur ajoutée totale.

La valeur ajoutée du secteur primaire en hausse mais son poids dans le PIB baisse.

La valeur ajoutée du secteur primaire se chiffre à 4 973,6 milliards de F CFA. Elle est à la hausse de 518,4 milliards de F CFA soit 11,4% par rapport aux comptes base 1996. Cette hausse est due à une meilleure couverture des données sur la sylviculture et les produits de la forêt, ainsi qu'à des reclassifications. Le secteur primaire représente désormais 18,4% du PIB de la nouvelle base 2015 contre 22,8% dans l'ancienne base sous le SCN 1993.

La valeur ajoutée du secteur secondaire devient plus importante et sa contribution au PIB baisse.

La valeur ajoutée du secteur secondaire s'est élevée à 5 436,5 milliards FCFA dans la nouvelle base 2015 contre 5 051,3 milliards de F CFA pour les comptes base 1996, soit une revue à la hausse de 385,3 milliards de F CFA (+7,6%). Le secteur secondaire représente désormais 20,1% du PIB contre 25,8% en base 1996 soit une perte de 5,7 points de croissance.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a presque doublé et son poids dans l'économie augmente.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire est passée à 14 676,3 milliards de F CFA contre 7 957,3 milliards de F CFA soit une hausse de 6 719,0 milliards de F CFA (+84,4%) par rapport à l'ancienne série. Le secteur tertiaire représente désormais 54,2% du PIB. Le secteur tertiaire enregistre, contrairement aux secteurs primaire et secondaire, un gain de 13,6 points. La révision à la hausse est principalement imputable d'une part, à l'amélioration de la couverture avec la prise en compte des nouveaux domaines tels que les professionnels du sexe, la drogue et les téléboutiques, et d'autre part, la nouvelle estimation du SIFIM. Par ailleurs, la forte hausse des résultats de l'enquête sur le transport informel (+1 976 milliards de F CFA soit +385%) a également impacté l'amélioration du secteur tertiaire.

Les impôts nets des subventions sur les produits enregistrent une baisse.

Concernant les impôts nets des subventions sur les produits, une actualisation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat, le 28 mars 2017, a entraîné une reclassification de certains impôts et taxes sur produits en impôts sur les revenus et le patrimoine. Ainsi, les impôts nets des subventions sur les produits enregistrent une baisse de 6,2% et leur poids dans le PIB passe de 10,9% dans l'ancienne base à 7,4% dans la nouvelle base.

Tableau 1 : Comparaison du PIB (en millions de F CFA) de 2015 par secteurs d'activité entre les deux bases

	Base 2015	Base 1996	Ecart	Ecart en %	Structure 2015	Structure 1996
Primaire	4 973 615	4 455 131	518 484	11,64	18,36	22,74
Secondaire	5 436 474	5 051 272	385 202	7,63	20,07	25,78
Tertiaire	14 676 278	7 957 323	6 718 955	84,44	54,18	40,61
Impôts nets des subventions sur les produits	1 999 783	2 131 654	-131 871	-6,19	7,38	10,88
PIB	27 086 150	19 595 380	7 490 770	38,23	100,00	100,00

Source: Comptes de la nation 2015 (base 1996 et base 2015), INS

3.3. Informalité dans l'activité économique

Un changement de structure de la valeur ajoutée du secteur informel est à relever

Les améliorations apportées mettent en évidence une part plus importante (50,6%) de la valeur ajoutée du secteur informel que précédemment estimée (41,1%) sous le SCN 1993. Le secteur tertiaire concentre 50% de la valeur ajoutée informelle contre 27,7% en base 1996, avec les activités de transports (17,5%), le commerce (10,3%) et les activités immobilières (9,3%). Le secteur primaire vient désormais en seconde position avec 35,3% de la valeur ajoutée informelle.

La part de l'activité informelle dans la valeur ajoutée du secteur primaire est en recul de 5 points de pourcentage par rapport à l'ancienne base. Cette baisse est attribuable essentiellement à l'agriculture d'exportation et à l'élevage. La part de l'informel dans l'industrie est en hausse et atteint désormais le tiers de la valeur ajoutée du secteur. Quant au secteur tertiaire, la part de l'informel y a presque doublé.

Tableau 2: Poids de l'informel par branche d'activité

	Part (en %) de l'i	de l'informel dans la VA des branches	A des branches	Poids (en %) des	Poids (en %) des branches dans la VA du secteur informel	du secteur informel
Secteur/Branche	Base 1996	Base 2015	Ecart (en points de %)	Base 1996	Base 2015	Ecart (en points de %)
Primaire	95,39	№ 50,09	\$ 5,33	59,25	25 🗐 35,30 🦫	-23,95
Agriculture vivrière	98'66	😢 66'66 💮 🟴	51,0	.29,	06'6 11 06'62	71,61-
Agriculture industrielle	92,66	92,02	<i>€</i> 9 - 0,63	28,42	42 📶 20,33 🕸	60'8-
Elevage et diasse	95,94	№ 80,65 №	-15,29	1,	1,30	0,86 🖄 -0,44
Sylviculture, exploitation forestière	41,29	■ 90,29	49,00	.0 0,	0,30	1,17 🛜 0,87
Pêche et pisciculture	61,18	№ 52'66	38,58	.0 0,	1,1 1,1	1,12 🛜 1,00
Secondaire	18,53	⊪ 34,31	15,78	13,	13,05 📶 14,70 😽	59'1 #
Industries extractives	d 4,35 d	d 2,93 84 €	% -1,43	,0 0,	0,58 📶 0,2	0,21 🕙 -0,38
Industries agro-alimentaires	18,07	45,23	4 27,15	d 2,	2,74	5,55 🐬 2,81
Industries pétrolières	■ 00,00	<u>←</u> 0000 🕝	0000	,0 0,	0,00	0000
Energie et Eau	1,59	<u>d</u> 14,00 ♠	12,41	,0 0,	0,07	0,26 🐬 0,20
BTP	30,14	1 50,73	4 20,59	₁ 3,	3,79	4,88 🐬 1,08
Autres inclustries	30,49	34,45	3,96	.	5,86	3,80 🕙 -2,06
Tertiaire	23,64	43,23	4 19,59	d 27,	27,70 📶 50,00 셲	0♠ 22,30
Transports	19,86	d 81,41 f	a 61,55	11,	1,42	16,09
Information et télécommunications	10,00	<u> </u>	13,17	1,	1,29	1,36 🐬 0,07
Commerce	17,61	34,46	♣ 16,85	4,	4,41 📶 10,31 ᅒ	1 (2) 5,90
Banques et assin ances	2,07	الا 1,42 🐿	59'0-	.0 0,	0,17	0,06
Activités immobilières	18'96	81,70	-15,17	11,45		9,32 🐿 -2,13
Autres services	□ 17,24 □	d 4,57 ₩	-12,67	.8	8,95 📶 10,76 🔊	1,81
Ensemble	41,07	50,58	15,6	100,00	00 📶 100,00	0000

Source: Comptes de la nation 2015 (base 1996 et base 2015), INS

3.4. Variation du PIB et de ses composantes selon l'optique dépenses

Selon l'optique dépenses, le produit intérieur brut (PIB) s'appréhende comme la somme des consommations finales, des investissements et du solde des échanges extérieurs (exportations nettes des importations).

La structure du PIB selon l'optique dépenses change peu.

Le changement de l'année de base et le passage à la norme du SCN 2008 n'ont pas engendré un grand changement dans la structure du PIB (voir Figure 2 ci-dessous). En effet, avec 64,1% (pour la base 1996) et 65,2% (pour la base 2015), la consommation finale des ménages reste le plus grand contributeur au PIB. La FBCF constitue la seconde plus grande contribution au PIB selon l'optique dépense (19,5% pour la base 1996 et 23,7% pour la base 2008).

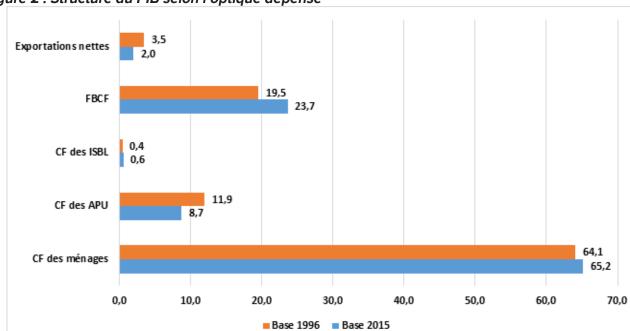


Figure 2 : Structure du PIB selon l'optique dépense

Source: Comptes de la nation 2015 (base 1996 et base 2015), INS

L'analyse des agrégats de l'optique dépenses permet de mettre en exergue le rôle important joué par la consommation finale des ménages et la FBCF dans les variations obtenues au niveau du PIB (Voir Tableau 3 ci-dessous).

Tableau 3 : Réévaluation des agrégats de l'optique dépense (année 2015, en millions de F CFA)

Agrégats	Base 2015	Base 1996	Ecart	Ecart en %
PIB	27 086 150	19 595 380	7 490 770	38,23
Importations	6 869 095	6 710 810	158 285	2,36
Consommation finale des ménages	17 654 648	12 557 350	5 097 298	40,59
Consommation finale des administrations	2 367 985	2 339 833	28 152	1,20
Consommation finale des ISBL	161 913	78 606	83 307	105,98
F.B.C.F.	6 408 248	3 826 937	2 581 311	67,45
Exportations	7 409 581	7 390 982	18 599	0,25

Source: Comptes de la nation 2015 (base 1996 et base 2015), INS

La consommation finale des ménages en forte hausse.

Les dépenses de consommation des ménages qui représentent environ 65% du PIB augmentent de 40,59% (par rapport à son niveau de 12 557,4 milliards de F CFA dans l'ancienne base) avec les rénovations effectuées. Cette hausse est principalement imputable au nouveau profil de consommation tiré de la dernière enquête niveau de vie des ménages. De même, les produits illégaux précédemment sous-estimés ont été incorporés (activité des professionnels du sexe, consommation de drogues...).

La FBCF également en hausse.

Les dépenses d'investissement (formation brute du capital fixe : FBCF), représentant environ 20% du PIB base 1996 en 2015, passent de 3 826 milliards de F CFA à 6 408 milliards de F CFA, soit une hausse de 67,5%. Cette réévaluation de la formation brute de capital fixe est en partie due à la capitalisation des grandes dépenses de réparation (bateaux, bâtiments), précédemment considérées comme consommation intermédiaire et à l'introduction de nouvelles concepts apportés par les SCN 2008 (dépenses d'armement, recherche et développement...).

La consommation finale des ISBL en hausse.

Quoiqu'ayant une contribution faible au PIB (0,5% en 2015), la consommation finale des institutions sans but lucratif (ISBL) a enregistré une très forte hausse (105,98%) avec la rénovation effectuée. La couverture des ISBL à travers les nouvelles enquêtes menées a permis de doubler l'estimation faite de leurs dépenses de consommation qui passent ainsi de 78,6 milliards de F CFA à 161,9 milliards de F CFA.

3.5. Valeurs ajoutées par secteur institutionnel

La valeur ajoutée des ménages et des sociétés financières en forte hausse.

L'analyse de la valeur ajoutée met en évidence une hausse pour la plupart des secteurs institutionnels, celle des ménages et des sociétés financières étant respectivement de 79,7% et 30,0%. La hausse de la valeur ajoutée des sociétés financières est due à la ventilation de la SIFIM entre les différents secteurs et la prise en compte des résultats de la Banque Centrale.

Une baisse de la valeur ajoutée des ISBL est enregistrée.

Il est à noter qu'une baisse est enregistrée au niveau des ISBL. Cette dernière est imputable à la correction de la rémunération de leurs salariés. En effet, les enquêtes réalisées ont relevé que l'effectif des bénévoles était précédemment sous-estimé.

Tableau 4 : Valeurs ajoutées de l'année 2015 en millions de F CFA par secteur institutionnel

	Base 2015	Base 1996	Ecart	Ecart en %
Sociétés non financières	9 824 816	8 515 147	1 309 669	15,38
Sociétés financières	519 196	399 538	119 658	29,95
Administrations publiques	1 813 511	1764 422	49 089	2,78
Ménages	12 884 912	7 171 792	5 713 120	79,66
ISBL	43 932	57 092	-13 160	-23,05
SIFIM non ventilé	0	-444 265	444 265	-100,00
Exportations	25 086 367	17 463 726	7 622 641	43,65

Source: Comptes de la nation 2015 (base 1996 et base 2015), INS

3.6. Excédent brut d'exploitation et revenu mixte

Le facteur travail, rémunéré à hauteur de 3 352,8 milliards de F CFA en base 1996 (voir Tableau 5 ci-dessous), a vu sa compensation augmenter de 9 696,3 milliards de F CFA, soit une hausse de 289,2%. L'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte quant à lui baisse de 15,6%.

Tableau 5 : Revenus distribués en 2015 en Millions de F CFA

	Base 2015	Base 1996	Ecart	Ecart en %
PIB	27 086 150	19 595 380	7 490 770	38,23
Rémunération des salariés	13 049 015	3 352 728	9 696 287	289,21
Excédent brut d'exploitation / revenu mixte	11 851 393	14 037 580	-2 186 187	-15,57
Impôts nets des subventions sur la production et les importations	185 959	73 418	112 541	153,29

Source: Comptes de la nation 2015 (base 1996 et base 2015), INS

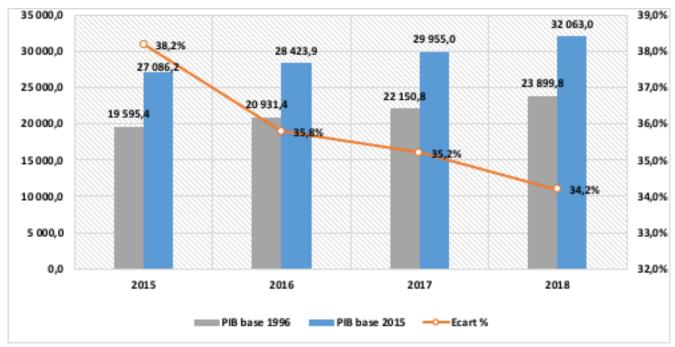
IV. EVOLUTION DES AGRÉGATS ENTRE 2015 ET 2018

Cette section présente les principaux agrégats des comptes nationaux annuels sur la période 2015-2018.

4.1. Croissance économique et profil du PIB

Le PIB réel de la Côte d'Ivoire est passé de 27 086 milliards FCFA en 2015 à 31 990 milliards FCFA en 2018, soit un taux de croissance annuel moyen de 7,1% (voir Figure 3 ci-dessous). Le taux de réévaluation du PIB baisse progressivement à 35,8% en 2016, 35,2% en 2017 et 34,2% en 2018.

Figure 3 : Evolution comparée du PIB (en millions de F CFA) entre 2015 et 2018 selon les bases 1996 et 2015



Source: Comptes de la nation 2015-2018, INS

14

Une baisse modérée du taux de croissance avec le changement de base

Le changement de l'année de base entraîne une baisse moyenne du taux de croissance réelle de 0,6 points de pourcentage entre 2015 et 2018. Le taux de croissance du PIB en 2016 est de 7,18% dans la nouvelle base contre 7,97% en base 1996. Les écarts deviennent moins importants pour les années 2017 (7,36% en nouvelle base contre 7,7% en base 1996) et 2018 (6,79% en nouvelle base contre 7,43% en base 1996).

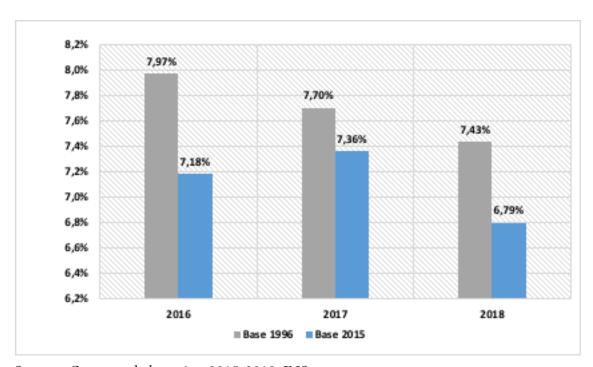


Figure 4 : Taux de croissance réelle entre 2015 et 2018 selon les bases 1996 et 2015

Source : Comptes de la nation 2015-2018, INS

L'analyse sectorielle de la performance de l'économie ivoirienne est présentée ci-dessous.

4.1.1. Croissance économique sectorielle

Une croissance économique tirée par les activités non agricoles.

Entre 2015 et 2018, l'économie ivoirienne a bénéficié de l'expansion des activités non agricoles avec un taux de croissance annuel moyen de +10,47% (voir Figure 5 ci-dessus) ; et dans une moindre mesure des activités agricoles (+1,64%).

12,00 10,47 10,00 8,00 7,18 7,14 6.79 6,00 4,00 2,00 0,00 2016 2017 2018 -2,00-6.00PIB non agricole

Figure 5 : Taux de croissance du PIB réel

Source: Comptes de la nation 2015-2018 (base 2015), INS

Le secteur primaire en relance après une mauvaise performance en 2016

En termes constants, les activités agricoles ont connu une contreperformance en 2016 liée aux cultures de rente dont la valeur ajoutée a baissé de 5,6% et aux activités annexes à l'agriculture et à l'élevage (-12,9%). La reprise modérée de l'activité agricole en 2017 est marquée par la hausse de la valeur ajoutée des cultures de rente (+8,1%), de l'agriculture vivrière (+8,0%), de l'élevage et de la chasse (47,4%) à opposer à une baisse des activités de pêche (-26,7%).

Une croissance soutenue dans les activités non agricoles

Concernant les activités non agricoles, la valeur ajoutée de secteur secondaire s'accroît annuellement de 10,3% en moyenne sur la période avec des différences marquées entre branches. En effet, les industries extractives et pétrolières ont connu de mauvaises performances sur la période avec des croissances négatives, respectivement de -2,2% et -18,1% en moyenne annuelle. Les activités de production d'électricité et d'eau, les BTP, les industries agro-alimentaires se distinguent quant à elles par des hausses annuelles de respectivement 36,7%, 24,8% et 5,3% en moyenne.

Le secteur tertiaire enregistre une tendance baissière avec un taux de croissance de 12,3% en 2016 contre 5,4% en 2018.

4.1.2. Poids des secteurs et contribution sectorielle à la croissance du PIB réel

Le secteur tertiaire domine structurellement les autres secteurs d'activités

La répartition par secteur d'activités du PIB en volume met en évidence la forte contribution des activités tertiaires (voir Figure 6 ci-dessous). Celles-ci représentent en moyenne 54,0% sur la période 2015-2018. Le secteur secondaire vient en seconde position avec 20,5% en moyenne sur la période 2015-2018, suivi des activités agricoles (+18,1%). Cette structure reste sensiblement la même d'année en année.

00,00 56,79 54,18 52,75 52,46 50,00 40,00 30,00 19,07 20,53 21,59 18,36 20,07 19,74 18,52 20,00 16,44 7,02 7,38 7,66 7,43 10,00 2015 2016 2017 2018 ■ Activités primaires ■ Activités secondaires ■ Activités tertiaires ■ Impôts sur produits nets de subventions

Figure 6: Poids (%) des secteurs dans le PIB en volume

Source: Comptes de la nation 2015-2018 (base 2015), INS

La croissance économique est tirée par la performance du secteur tertiaire

En 2016, la croissance du PIB en volume a principalement été le fait des activités tertiaires (+6,7 points) et secondaires (+1,1 points). La contribution des activités agricoles s'est progressivement améliorée avec (+0,7) en 2017 et (+1,0) en 2018 (voir Figure 7 ci-dessous).

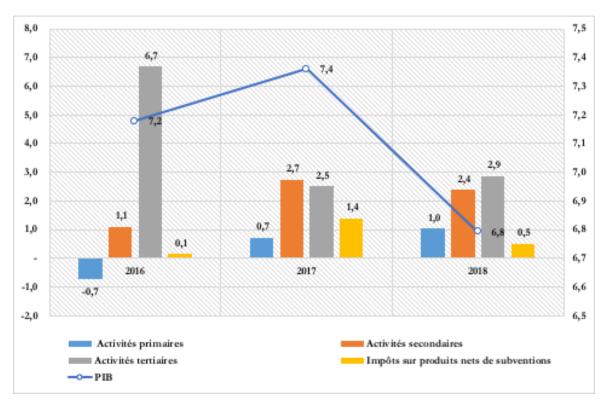


Figure 7 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB

Source: Comptes de la nation 2015-2018 (base 2015), INS

4.1.3. Profil du PIB

La consommation finale des ménages représente deux tiers du PIB

Sur la période 2015-2018, la consommation finale prédomine dans le PIB en volume avec celle des ménages qui représente en moyenne 67,1% du PIB, tandis que les poids des consommations finales des administrations publiques et des ISBL sont en moyenne de 9,8% et 0,4% respectivement.

Le taux d'investissement s'établit autour de 22,5% du PIB en moyenne

Les dépenses d'investissement quant à elles, représentent en moyenne sur la période 2015-2018 une part de 22,5% du PIB en volume sur la période.

Le solde des échanges extérieurs globalement positif

La part du solde des échanges extérieurs comptant pour 2,0% du PIB en volume en 2015 fléchit en 2016 (0,01%). La reprise des exportations se consolide progressivement et en 2018, les échanges extérieurs nets ont une part de 2,2% du PIB en volume (voir Figure 8 ci-dessous).

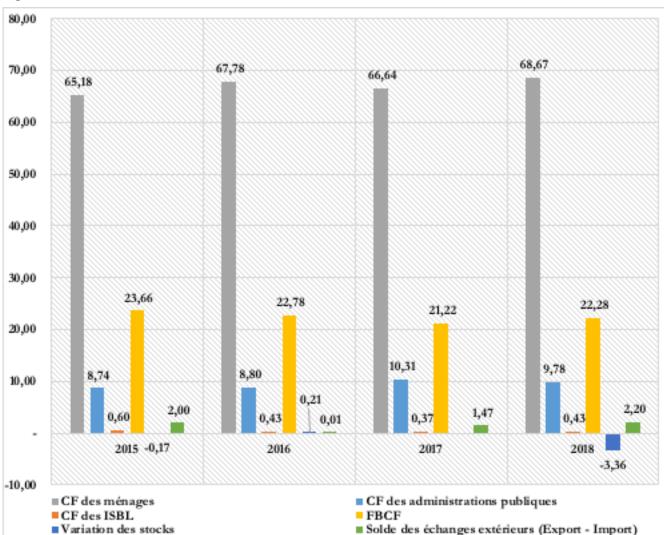


Figure 8 : Structure de la demande 2015-2018

Source: Comptes de la nation 2015-2018 (base 2015), INS

La croissance du PIB est tirée par l'accélération de la consommation finale des ménages

La hausse annuelle moyenne de 7,1% du PIB en volume entre 2015 et 2018 est principalement due à la hausse de la consommation finale des ménages (voir Figure 9 ci-dessous). La consommation des ménages s'accélère avec en moyenne 8,9% sur la période contribuant ainsi à 7,5 points de la croissance en 2016, 4,9 points en 2017 et 5,3 points en 2018. La croissance des investissements s'accélère avec 3,2% en 2016, 5,8% en 2017 et 18,2% en 2018 et contribue respectivement pour 0,76 points, 1,26 points et 3,67 points à la croissance du PIB en volume.

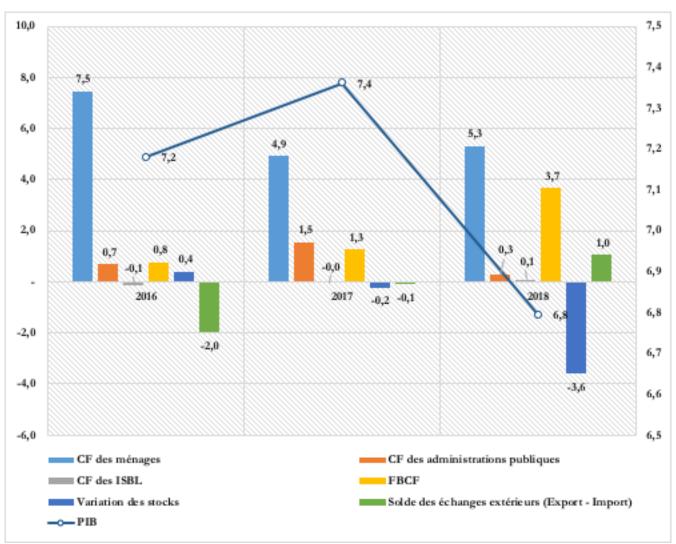
La demande intérieure contribue positivement à la croissance du PIB

En somme, la contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB en volume s'élève à +9,34 points en 2018, après +7,7 points en 2017 et +8,8 en 2016.

Tandis que la demande extérieure contribue négativement à la croissance du PIB

La demande extérieure nette et l'accumulation des stocks contribuent négativement à la croissance du PIB en volume.

Figure 9 : Contribution en points de % des composantes de la demande à la croissance du PIB en volume



Source: Comptes de la nation 2015-2018 (base 2015), INS

La contribution positive de l'investissement à la croissance du PIB

En 2017, l'investissement de l'ensemble de l'économie augmente de 4,5% en volume, après + 2,8% en 2016. La contribution de l'investissement à la croissance du PIB reste positive, passant de 0,8 point en 2016 à 3,7 points de pourcentage en 2018.

La croissance de l'investissement est portée principalement par l'investissement des ménages

L'investissement des ménages progresse très fortement. Celui des administrations publiques (APU) croît également mais dans une moindre mesure. La croissance est principalement portée par les entreprises non financières (ENF) dont l'investissement, déjà dynamique en 2016, accélère encore en 2017. Les dépenses des ENF retrouvent des couleurs dans la construction et, surtout, restent vigoureuses dans l'information et la communication ainsi que dans les services aux entreprises.

4.2. Autres agrégats macroéconomiques

4.2.1. Solde budgétaire

Le changement de l'année de base des comptes nationaux et le passage au SCN 2008 entraînent une réduction du déficit budgétaire de 1,1 point de pourcentage en moyenne entre 2015 et 2018 (voir Figure 10 ci-dessous). Ainsi, le déficit budgétaire en 2015 est passé de -2,8% du PIB base 1996 à -2% du PIB base 2015.

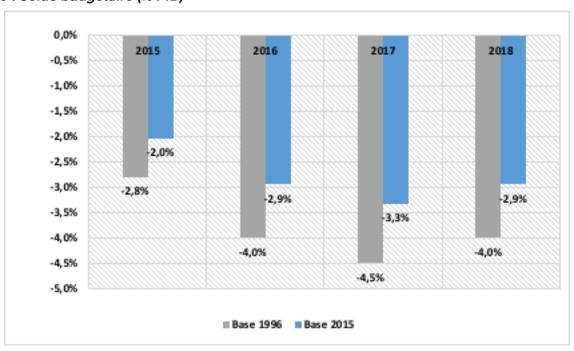


Figure 10 : Solde budgétaire (% PIB)

Source : Comptes de la nation 2015-2018, INS ; MEF / DGE

4.2.2. Taux de pression fiscale

L'élargissement du champ de couverture des activités économiques prises en compte dans la consolidation du PIB entraîne une baisse moyenne de la pression fiscale de 4,2 points de pourcentage en moyenne sur la période 2015 à 2018 (voir Figure 11 ci-dessous). Ainsi, avec un taux de pression fiscale en 2015 passant de 15,1% du PIB base 1996 à 10,9% du PIB base 2015, la Côte d'Ivoire s'éloigne davantage de la norme communautaire (UEMOA) de 20% en la matière.

18,0% 16,5% 16,2% 16,0% 16,0% 15,1% 14,0% 12,2% 12.1% 11,8% 12,0% 10,9% 10,0% 8,0% 6,0% 4,0% 2,0% 0,0% 2015 2017 2018 2016 ■ Base 1996 Base 2015

Figure 11 : Pression fiscale (% PIB)

Source: Comptes de la nation 2015-2018, INS; MEF / DGE

4.2.3. Taux d'endettement

Le ratio d'endettement en part du PIB connaît une baisse moyenne de 11,8 points de pourcentage sur la période 2015 à 2018 avec le changement de l'année de base. Ainsi pour l'année 2015, le taux d'endettement est passé de 40,4% du PIB base 1996 à 29,2% du PIB base 2015 (voir Figure 12 ci-dessous).

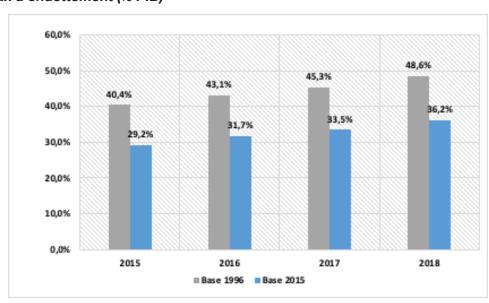


Figure 12: Taux d'endettement (% PIB)

Source: Comptes de la nation 2015-2018, INS; MEF / DGE

4.3. Synthèse des différents ratios

Le Tableau 6 ci-dessous fait le récapitulatif de quelques ratios clés.

Tableau 6 : Principaux ratios

Indicateurs	2015	2016	2017	2018
Taux de croissance du PIB		7,18	7,36	6,79
Taux de croissance du PIB agricole		-4,03	3,69	5,54
Taux de croissance du PIB non agricole		10,47	7,14	7,12
Taux d'investissement (FBCF/PIB)	23,66	21,52	20,12	22,32
Consommation finale des ménages en % du PIB	65,18	66,63	68,03	68,81
Consommation finale des APU en % du PIB	8,74	9,52	10,17	9,81
Exportations en % du PIB	27,36	24,60	24,92	22,59
Importations en % du PIB	25,36	22,92	23,62	23,08
Taux de couverture (exportations / importations)	107,87	107,31	105,50	97,91
PIB par habitant en FCFA	1 164 976	1 186 776	1 219 121	1 272 569
Population (en milliers)	23250,4	23950,5	24571	25195,5

Source: Comptes de la nation 2015-2018 (base 2015), INS

V. CONCLUSION

La révision des comptes nationaux 2015 a consisté en l'adoption d'une nouvelle nomenclature d'activités et l'amélioration des sources de données. L'effet conjugué de ces changements et de l'application des recommandations du SCN 2008 a abouti à une hausse du PIB nominal qui passe de 19 595 milliards de F CFA avec la base de 1996 à 27 086 milliards de F CFA en base 2015.

Si la composition sectorielle du PIB change peu, la prédominance du secteur tertiaire est accentuée. Il faut, de plus, relever que la taille de l'économie ivoirienne a été sous-estimée de 38,2% avec l'ancienne année de base. Il s'avère donc important de se conformer à la recommandation de changement de l'année de base chaque 5 ans afin que les indicateurs continuent de traduire la réalité de l'économie.







Cité adm. Tour C 2ème étage - 01 BP V 55 Abidjan 01



20 33 88 60 / 20 33 88 62



www.ins.ci



INSCOTEDIVOIRE